**Notes La Confédération partie 1**

Anglophones, lord Durham, économique, sociales, union, 450 000, projet de loi, 6 millions, raciales, [Acte constitutionnel](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx), le rejet, [rébellions](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1169.aspx), assimilation, sous-représentés, droit de véto, [gouvernement responsable](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx#gouvernementresponsable), 650 000, 84 députés, 90 députés, Haut-Canada, lord Elgin, indemniser, Tories, légitimes, francophones.

**1. L'Acte d'Union**

Après les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (batailles dans le Haut et surtout dans le Bas-Canada) qui ont marqué les années 1837 et 1838, [\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ a proposé son rapport](http://www.alloprof.qc.ca/h1169#finr%c3%a9bellions) sur les évènements à la Couronne britannique. Parmi les recommandations contenues dans le rapport Durham, on trouve l'\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ des deux Canadas. Cette union semblait l'un des moyens à envisager pour faire cesser les troubles politiques au Canada tout en favorisant l'\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ des Canadiens (les Français).

Le projet d'union n'est pas une idée nouvelle. Dès les débuts de l'[\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx) de 1791, quelques représentants du Haut-Canada exigeaient déjà l'union des deux Canadas.

La nouvelle structure politique mise en place par Londres vise aussi à diminuer les tensions \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_tout en assurant la croissance \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ de la colonie.

**2. Gouvernement représentatif, mais pas responsable**

Les réformistes qui critiquaient l'Acte constitutionnel de 1791 n'obtiennent pourtant pas l'entière satisfaction puisque l'Acte d'Union ne confère pas la responsabilité gouvernementale au parlement (le gouverneur a toujours le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_). Les dirigeants britanniques craignaient que la mise en place d'un [\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx#gouvernementresponsable) provoque de nouveaux conflits dans la colonie.

Le territoire est désormais gouverné par un seul parlement. La population du Canada-Uni est responsable d'élire la [Chambre d'assemblée](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx#chambred%27assembl%c3%a9e). Celle-ci est formée de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ au total. Les députés sont élus par la population pour une période de 4 ans.

**3. Défaire la majorité canadienne française au Parlement**

Il y a 84 députés au total, dont 42 provenant du Canada-Ouest (population: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_) et 42 du Canada-Est (Population: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_). Par cette organisation, les Canadiens sont \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ au parlement, ce qui contribue au mécontentement de la population canadienne est (anciennement Bas-Canada), habituée de pouvoir élire \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en 1838. Pour les Britanniques, cette décision évitait que les Canadiens forment la majorité de l'Assemblée.

**4. La dette du Haut-Canada partagée**

Au cours des années précédentes, le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ avait cumulé une dette s'élevant à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ de dollars. L'une des clauses de l'Acte d'Union stipulait que les dettes des deux Canada étaient fusionnées. Le Parlement du Canada-Uni devient donc responsable de la dette du Haut-Canada. Cette situation désavantage les habitants du Canada-Est, qui devront payer une dette qui n'est pas la leur.

**5. 1848: Obtention de la responsabilité ministérielle**

Au Canada-Uni, l'élection du parti des réformateurs Robert Baldwin et Louis-Hippolyte Lafontaine en 1848 annonce les débuts de la responsabilité ministérielle (gouvernement responsable). Le gouverneur \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ reçoit de Londres l'ordre de respecter les décisions de l'Assemblée et de laisser les pleins pouvoirs au chef du parti majoritaire.

**6. Lord Elgin, la loi des indemnités et l'avènement du gouvernement responsable**

En 1849, le gouvernement propose un nouveau \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ concernant les pertes subies lors de la répression appliquée durant les rébellions. Le gouvernement propose d'\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ les citoyens pour les dommages subis lors des rébellions. Ce projet suscite immédiatement la colère des \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ qui y voient un acte de reconnaissance des rébellions. Pour les Tories, le projet de loi est proposé par d'anciens rebelles pour qui les révoltes étaient \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Ce projet de loi a mis le nouveau gouvernement au défi.

Le gouverneur se trouve aussi dans une position difficile. S'il refuse le projet de loi, ce sera vu comme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du gouvernement responsable. S'il accepte, il stimule la frustration des Tories. Ces derniers verraient l'approbation du projet de loi comme une manière de reconnaître la légitimité des rébellions et un moyen de récompenser les rebelles. La situation alimente davantage la haine entre les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et les \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_. Malgré le dilemme, lord Elgin approuve le projet de loi. Ainsi, il confirme le pouvoir du gouvernement responsable, mais il provoque la colère des Anglais qui se sentent trahis.

**7. Vidéo de l’ONF**

Où l’événement a-t-il lieu?

En quelle année?

Qui s’exprime d’abord?

Qui est le nouveau gouvernement élu?

Quelle est l’objectif du projet de loi?

5 observations :

**7. Vers la Confédération**

L'annexion n'a jamais été effectuée, mais en adoptant une loi qu'il n'approuvait pas parce qu'il croyait en un gouvernement responsable, Elgin a jeté les bases de la démocratie canadienne. Le gouvernement responsable venait de passer son premier test. Dès lors, les colonies se dirigeaient vers un processus complexe qui allait mener à la Confédération.

**Notes La Confédération partie 1**

**1. L'Acte d'Union**

Après les [rébellions](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1169.aspx) qui ont marqué les années 1837 et 1838, [lord Durham a proposé son rapport](http://www.alloprof.qc.ca/h1169#finr%c3%a9bellions) sur les évènements à la Couronne britannique. Parmi les recommandations contenues dans le rapport Durham, on trouve l'union des deux Canadas. Cette union semblait l'un des moyens à envisager pour faire cesser les troubles politiques au Canada tout en favorisant l'assimilation des Canadiens.

Le projet d'union n'est pas une idée nouvelle. Dès les débuts de l'[Acte constitutionnel](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx), quelques représentants du Haut-Canada exigeaient déjà l'union des deux Canadas.

La nouvelle structure politique mise en place par Londres vise aussi à diminuer les tensions sociales et raciales tout en assurant la croissance économique de la colonie.

**2. Gouvernement représentatif, mais pas responsable**

Les réformistes qui critiquaient l'Acte constitutionnel de 1791 n'obtiennent pourtant pas l'entière satisfaction puisque l'Acte d'Union ne confère pas la responsabilité gouvernementale au parlement (le gouverneur a toujours le droit de véto). Les dirigeants britanniques craignaient que la mise en place d'un [gouvernement responsable](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx#gouvernementresponsable) provoque de nouveaux conflits dans la colonie.

Le territoire est désormais gouverné par un seul parlement. La population du Canada-Uni est responsable d'élire la [Chambre d'assemblée](http://www.alloprof.qc.ca/BV/Pages/h1163.aspx#chambred%27assembl%c3%a9e). Celle-ci est formée de 84 députés au total. Les députés sont élus par la population pour une période de 4 ans.

**3. Défaire la majorité canadienne française au Parlement**

Il y a 84 députés au total, dont 42 provenant du Canada-Ouest (pop: 450 000) et 42 du Canada-Est (Pop: 650 000). Par cette organisation, les Canadiens sont sous-représentés au parlement, ce qui contribue au mécontentement de la population canadienne, habituée de pouvoir élire 90 députés en 1838. Pour les Britanniques, cette décision évitait que les Canadiens forment la majorité de l'Assemblée. Antidémocratique

**4. La dette du Haut-Canada partagée**

Au cours des années précédentes, le Haut-Canada avait cumulé une dette s'élevant à 6 millions de dollars. L'une des clauses de l'Acte d'Union stipulait que les dettes des deux Canada étaient fusionnées. Le Parlement du Canada-Uni devient responsable de la dette du Haut-Canada. Cette situation désavantage les habitants du Canada-Est, qui devront payer une dette qui n'est pas la leur. Le rêve d'indépendance des patriotes radicaux est déchu.

**5. 1848: Obtention de la responsabilité ministérielle**

Au Canada-Uni, l'élection du parti des réformateurs Robert Baldwin et Louis-Hippolyte La Fontaineen 1848 annonce les débuts de la responsabilité ministérielle. Le gouverneur lord Elgin reçoit de Londres l'ordre de respecter les décisions de l'Assemblée et de laisser les pleins pouvoirs au chef du parti majoritaire.

**6. Lord Elgin, la loi des indemnités et l'avènement du gouvernement responsable**

En 1849, le gouvernement propose un nouveau projet de loi, concernant les pertes subies lors de la répression appliquée durant les rébellions. Le gouvernement propose d'indemniser les citoyens pour les dommages subis à cause des mesures répressives. Ce projet suscite immédiatement la colère des Tories qui y voient un acte de reconnaissance des rébellions. Pour les Tories, le projet de loi est proposé par d'anciens rebelles pour qui les révoltes étaient légitimes. Ce projet de loi a mis le nouveau gouvernement au défi.

Le gouverneur se trouve aussi dans une position difficile. S'il refuse le projet de loi, ce sera vu comme le rejet du gouvernement responsable. S'il accepte, il stimule la frustration des Tories. Ces derniers verraient l'approbation du projet de loi comme une manière de reconnaître la légitimité des rébellions et un moyen de récompenser les rebelles. La situation alimente davantage la haine entre les francophones et les anglophones. Malgré le dilemme, lord Elgan approuve le projet de loi. Ainsi, il confirme le pouvoir du gouvernement responsable, mais il provoque la colère des Anglais qui se sentent trahis.

**7. Vers la Confédération**

L'annexion n'a jamais été effectuée, mais en adoptant une loi qu'il n'approuvait pas parce qu'il croyait en un gouvernement responsable, Elgin a jeté les bases de la démocratie canadienne. Le gouvernement responsable venait de passer son premier test. Dès lors, les colonies se dirigeaient vers un processus complexe qui allait mener à la Confédération.

**7. Vidéo**

Où l’événement a-t-il lieu? Montréal, au parlement du Canada

En quelle année? 1849

Qui s’exprime d’abord? William Blake

Qui est le nouveau gouvernement élu? Ministre : Lafontaine

Quelle est l’objectif du projet de loi?